



## ÉDITORIAL

Trump asphyxie  
Cuba

JEAN-MARCEL BOUGUEREAU

Trump est-il en train de préparer une opération sur Cuba ? Après le Venezuela, Cuba sera-t-il le prochain régime renversé ? Donald Trump continue d'alimenter cette hypothèse. Le président américain a exhorté ce dimanche l'île communiste à « accepter un accord, avant qu'il ne soit trop tard », alors que le pays va se retrouver sans le pétrole ni l'aide financière vénézuéliens. Ce lundi, les autorités cubaines ont informé les compagnies aériennes internationales qu'elles ne pourraient plus s'approvisionner en kérosène lors du passage de leurs avions à Cuba. La veille, des hôtels ont été fermés. Un coup dur pour le tourisme, un des secteurs qui apportent le plus de revenus au régime castriste. Entre janvier et septembre 2025, selon les chiffres officiels, les arrivées de touristes en provenance de l'étranger ont chuté de 20,5 % par rapport à la même période en 2024. Jeudi dernier, le président cubain Miguel Díaz-Canel avait annoncé des « temps difficiles », faisant référence aux mesures que Fidel Castro avait prises lors de la « période spéciale ». Il a fait un geste en direction de Washington, se disant prêt au dialogue « sur tout sujet qui mérite d'être abordé ». La coupure du robinet du pétrole vénézuélien, en début

« Le pays est soumis depuis 1960 à un embargo des États-Unis. »

l'année, rend plausible la chute du régime par asphyxie financière, alors que le pays est soumis depuis 1960 à un embargo des États-Unis. Le 29 janvier, le locataire de la Maison-Blanche a renforcé la pression sur l'île. Il a signé un décret présidentiel imposant des droits de douane supplémentaires sur les produits de pays qui, « directement ou indirectement, vendent ou fournissent du pétrole à Cuba ». Pour le président américain, « les politiques, les pratiques et les actions du gouvernement cubain constituent une menace inhabituelle et extraordinaire ». Et pour accentuer un peu plus la pression, Donald Trump a repartagé ce dimanche le message d'un utilisateur de son réseau, Truth Social, dans lequel est écrit « Marco Rubio sera le président de Cuba », en référence au secrétaire d'État des États-Unis d'origine cubaine. Le 28 janvier, lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères du Sénat, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, fils d'exilés cubains, a répété son désir de voir « un changement de régime » sur l'île communiste, tout en précisant ne pas plaider pour une solution militaire. En attendant comme le village d'Astérix, un pays fait de la résistance : le Mexique. Lundi 9 février, la présidente mexicaine a dénoncé l'attitude des États-Unis et qualifié d'« injustes » les sanctions imposées par Washington « aux pays qui vendent du pétrole à Cuba ». Elle a annoncé que le Mexique allait envoyer une aide alimentaire au peuple cubain. Une solution militaire est-elle possible ? Reste le souvenir cuisant de la baie des cochons : le 17 avril 1961, des mercenaires anticastristes à la solde de la CIA débarquaient à Cuba pour renverser la révolution. Une barbouzerie, qui fit 170 morts et échoua lamentablement.

## Coup de frein pour

Victime d'une saturation du réseau électrique, le département voit 40 de ses projets d'énergie solaire mis à l'arrêt. Ce sont les secteurs d'Oloron, Orthez et du Pays basque intérieur qui sont les plus impactés. Une situation qui a surpris les élus freinés dans leur élan d'investissement dans les énergies renouvelables.

La France a enregistré un record en 2025 avec l'installation de 6 gigawatts d'énergie renouvelable (EnR), soit une multiplication par quatre ces trois dernières années. Une tendance poussée par le gouvernement pour sortir des énergies fossiles, avec cet objectif : doubler cette production d'EnR entre 2023 et 2028, idem en 2035.

Dans les faits, nombre de projets sont pourtant bloqués. Sur environ la moitié du territoire des Pyrénées-Atlantiques, il n'est actuellement plus possible d'exploiter de nouveaux panneaux solaires. La capacité de six postes du 64 est même quasiment dans le rouge : celui de Légugnon à Oloron, et cinq autres plus à l'Ouest : Barragary, Aicirits, Auterrive, Guiche et Orthez. C'est ainsi près de la moitié du 64 qui est congestionné, empêchant des communes comme Ledeuix, Labastide-Villefranche, Rivehaute... de verdir leur consommation électrique.

## Colère des élus

De quoi mettre en colère le président de la Communauté de communes du Haut-Béarn. Dans un courrier adressé au ministre de l'Économie (lire aussi notre édition du 10/11 janvier), Bernard Uthurry estime qu'une quarantaine de dossiers sont désormais

« Une situation incohérente avec l'affichage volontariste de la politique nationale et de l'énergie »

suspendus dans le 64, dont celui qui aurait permis à sa collectivité de répondre au plan Climat énergie.

« L'incompréhension des collectivités et des intervenants est totale dans une situation incohérente avec l'affichage volontariste de la politique nationale et de l'énergie », déplore le président de CCHB dans sa lettre adressée à Roland Lescure. Il n'a, à ce jour pas obtenu de réponse. Plutôt logique quand on sait que la prochaine feuille de route énergétique nationale dévoilée début février prévoit de mettre un coup de frein au solaire et à l'éolien terrestre (lire par ailleurs).

## Cascade de blocages

La raison de cette mise à l'arrêt ? Une cascade de « mauvaises anticipations » analysent plusieurs acteurs du développement de cette énergie renouvelable dans le 64.

La faute tout d'abord à la fragilité

gouvernementale. RTE, qui transporte l'électricité, et Enedis qui la distribue, planifient leurs investissements selon la Programmation pluriannuelle de l'énergie.

Celle-ci tardant à venir, le S3REnR, Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables patine, d'autant que les 94 % de l'objectif fixé en 2021 des 16,3 gigawatts d'EnR sont déjà atteints en Nouvelle-Aquitaine. Un pourcentage qui tombe à 85 % des capacités prévues dans le département.

Résultat, selon le dernier point réalisé par RTE, « dans plusieurs zones de la région, les capacités sont déjà utilisées à 100 %, ne permettant plus le raccordement de nouveaux parcs ENR sans nouveaux investissements. »

Du côté de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, les services confirment avoir bien été informés par RTE et Enedis de « la saturation de certains postes sources ».

## 60 % de production en milieu rural

En attendant, les professionnels plaident pour une meilleure anticipation du profil des projets en vue du prochain le Schéma prévu pour 2028. Car les panneaux solaires se sont multipliés sur les toits des particuliers, alors que les experts tablaient plutôt sur des projets de taille XL.



En raison d'une accélération non prévue des Énergies renouvelables, 6 postes sources dans les Pyrénées-Atlantiques sont saturés.

Illustration Ascencion Torrent

**La République des Pyrénées** 6, rue Despourrins  
BP 129 - 64001 Pau Cedex  
Tél. 05 59 82 20 20 - Fax : 05 59 82 20 11

Président-Directeur-Général : **Christophe GALICHON**  
Rédacteur en chef : **Nicolas REBIÈRE**  
Rédacteur en chef adjoint : **Eric BÉLY**  
Directeur opérationnel : **Jean-Baptiste BACHOC**

Pyrénées-Presse : S.A. à conseil d'administration au capital de 228.578 euros.  
Principal actionnaire : GSO SA  
ISSN 0247-7807 - CPPAP n°0927 C 82082

Publicité : 6, rue Despourrins, Pau  
Tél. 05 24 36 35 05  
Publicité nationale : Régie 366 : 0.180.489.366

Imprimé par SAPESO, 40, quai de Braza, 33100 Bordeaux.  
Ce journal est imprimé sur du papier certifié PEFC (PEFC/10-31-3312)  
Origine du papier : Espagne.  
Taux de fibres recyclées : 98 % (données 2023).  
Emissions de GES : 115 g CO<sub>2</sub> eq. par exemplaire (données 2021).

---

JE M'ABONNE À **La République des Pyrénées** avec le magazine Diverto chaque samedi + l'accès gratuit au journal en numérique sur web, tablette et mobile

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Email : .....@.....  
Tél : .....

**Cochez votre paiement**  **Renvoyez ce bulletin avec votre paiement**

Au comptant :  
 1 an ..... 428 €  
 6 mois ..... 219 €  
 3 mois ..... 113 €

**Prix de référence de l'abonnement...37,50 €**/par mois TTC (par prélèvement mensuel) dont TVA à 2,1%

**LA RÉPUBLIQUE « Service Abonnements »**  
6, Rue Despourrins / B.P. 129  
64001 PAU Cedex

Pour le paiement par prélèvement bancaire, contactez le Service Abonnements : abonnement@pyrenees.com  
Tél. 05 59 82 20 14 du lundi au vendredi (8h30-12h / 14h-16h30)